L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 9 AVRIL 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. MERCREDI, MATIN 9 AVRIL.

Prix de l'abonnement.

1 an..... $16
6 mois..... 7
3 mois..... 3 50
1 mois..... 1 25

Prix du numéro..... 5 cents.

AVIS.

L'Abeille ne se vend que 5 cents le numéro dans les bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner à la semaine avec les porteurs de l'Abeille.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Nous publions tous les samedis une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières qui ont paru pendant la semaine. Prix, $5 par an, et 10 cts le numéro.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à 3 heures P. M.—Les meubles et bijoux, etc., qui se trouvent dans le magasin et logé au No 31, rue du Camp.

Par C. M. Gravdey & Co., au No 49, rue Royale —Magnifiques meubles en bois de rose, noyer, etc., etc.

Par Placide J. Specr, au No 61 du Passage de la Bourse—Piano, beaux meubles, etc.

Par Eugène Tournié, sur la Levée, vis-à-vis la Presse à coton, 3ème District—Vins rouge et blanc, cognac.

Aussi, sur la Levée, au pied de la rue Hôpital—Vermicelle, macaroni, fromages, etc.

Par D. E. Morphy, No 47, rue des Magasins—Objets de fantaisie, verres de Bohême, marbre, etc.

Aussi, rue ..... entre Paydras et Lafayette—100 sacs maïs.

Par R. M. & S. J. Montgomery, sous-agents du Dr. Elliott, coin Peau et Perdido—Vaches laitières.

Par Stern Bros., au No 16 de la rue de Chartres—1000 caisses bottes, souliers et brodequins. Vente importante, à crédit et sans réserve.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 36 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et lingerie, rubans, châles en dentelle et parapluies.

ATTENTION!

☞ Le shérif procédera aujourd'hui, à 3 heures P. M., sur les lieux, No 11 rue du Camp, Premier District, à l'adjudication de meubles, bijouterie, etc. Voir l'annonce.

☞ La grande vente du fonds de magasin de M. H. U. Siebrecht, abandonné à ses créanciers, commencera aujourd'hui à 10 heures et demie au No 46 de la rue Royale. MM. C. M. Gravdey & Cie invitent ceux de nos lecteurs, qui ont l'intention d'acheter quelques uns de ces nombreux articles si estimés dans les ménages, à mettre peacthellement à l'ouvrage de l'encan. Jamais ils ne trouveront une plus belle occasion de bon marché.

Grande vente de Chaussures.—MM. Louis Stern & Bros. vendront, aujourd'hui, mercredi, 9 du courant, la vente commençant à 10 heures du matin, dans leur salle d'encan, rue de Chartres, No 16, 1000 caisses de bottes, souliers et brodequins pour hommes, femmes, petits garçons, fillettes et enfants. L'assortiment est complet et se compose d'une grande variété de chaussures, expédiées des meilleures fabriques du Nord. Nous appelons l'attention des marchands de la ville et de la campagne sur cette vente qui, étant à crédit et sans réserve, offre très certainement la chance de faire de bons marchés.

ATTENTION!

Vente à l'encan par Eug. Tourné, à 11 heures—Vin rouge, vin blanc, cognac. A 3 heures—Vermicelle, macaroni, fromages, etc.

Mais! Mais!—Voir l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Articles de Chine et de Bohême!—Voir l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Tabac—Tabac—Voir l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

SPECTACLES.

Mercredi, 9 ... Avril 1873.

ACADÉMIE.—Les Contrariétés de la rue du Canal,—Little Jack Sheppard.
ST-CHARLES.—Rock Wood.
MUSÉE D'ANATOMIE.—46 rue St-Charles.

Dangers auxquels le Parti Républicain expose le pays.

On a dit souvent que les gouvernements corrompus n'étaient pas destinés à vivre longtemps. C'est là une des plus grandes vérités de l'histoire et cette vérité s'applique à toute espèce de régimes, car la corruption sous une république fait autant de mal que sous une monarchie et peut-être davantage en raison du plus grand nombre d'individus qui en sont entachés. Mais, par ce mot de corruption, il faut entendre non pas les plaintes seules des mécontents ou des politiciens désappointés, toujours fort nombreux en tout temps, et qui prétendent toujours qu'il y a corruption là où ils ne sont pas, mais la voix du peuple en général qui souffre et qui le dit en vain; il faut entendre par là des abus bien constatés et des erreurs systématisées par le moyen desquels les fraudes, les injustices, les oppressions peuvent se perpétuer; il faut entendre surtout l'impunité assurée des coupables. Sous ce double rapport, la République des Etats-Unis, telle qu'elle est aujourd'hui, nous semble profondément entachée de corruption, ce qui est attesté par des faits nombreux, et en outre, le Congrès nous semble livré à une classe d'hommes qui ont pris à tâche de perpétuer les abus par une législation vicieuse entièrement opposée à toute réforme et de nature même à rendre la réforme impossible.

Cette dernière assertion, la pire des deux, est incontestable. S'il est vrai que les scandales du Crédit mobilier, dénoncés et bien établis, n'ont pas soulevé la réprobation de la majorité du Congrès contre ceux de ses membres qui s'étaient laissé corrompre, il est également vrai que cette majorité est conduite par des hommes qui veulent que les choses ne changent pas. Ainsi, ces hommes, qui savent que des fraudes immenses ont été commises dans les élections de nombre d'Etats, parmi lesquels nous comptons les plus grands, veulent se mettre eux-mêmes à l'abri de ce reproche, en introduisant la fraude dans la machine électorale même, de manière à ce qu'on ne puisse plus dire que les opérations n'ont pas été faites légalement. C'est là, selon nous, le comble de la corruption, car nous y trouvons la fraude unie à l'hypocrisie. Par une division nouvelle des comtés et des districts congressionnels, le parti qui a le pouvoir aujourd'hui trouverait le moyen de rendre les votes de deux républicains égaux aux votes de trois démocrates.

Dans l'Etat de New-York, par exemple le bill qui passa l'année dernière nombestant le vote du gouverneur Hoffman donne à 90,000 Républicains le droit de représentation qui est accordé à 126,000 Démocrates. Nous pouvons citer encore l'exemple de la Pennsylvanie dont la Législature, une des plus corrompues qui existent dans tous les Etats, discute en ce moment un bill qui, selon même le journal de Pittsburg, la Press, donnera au parti républicain, le pouvoir de la représentation, bien que, malgré d'énormes fraudes commises par les Républicains aux dernières élections, leur proportion sur le vote total de l'Etat ne fut guère au-dessus de 52 pour 100, contre un peu plus de 47 pour 100 de Démocrates. Par ce nouveau bill, en Pennsylvanie 17,000 votes républicains éliront un représentant, tandisque pour produire ce résultat il faudra 45,000 Démocrates. En conséquence pour les Etats de New-York et de la Pennsylvanie, tout espoir de réforme ou de changement est anéanti, à moins que le peuple de ces Etats ne change lui-même et que les trois quarts des électeurs et même davantage, à cause des fraudes républicaines qui seront toujours permises, ne deviennent Démocrates. Cela arriverait sans doute, mais quand? Et d'ici là que d'abus, que d'oppressions et de souffrances.

Ce qu'on a fait dans la Pennsylvanie, ce qu'on veut faire dans l'Etat de New-York, se tentera dans l'Ohio, l'Illinois, et les autres Etats de l'Ouest. Dans l'Indiana, qui a l'honneur de nommer un gouverneur démocrate, l'affaire est déjà faite et c'est le sénateur Morton, le grand instigateur du parti républicain, qui a inspiré la mesure. Il inspire désormais dans l'Indiana trois ou quatre votes démocrates pour l'importer sur deux votes répu-

Voilà où est arrivée la belle république de Washington, de Jefferson, de Madison, et de Monroe; elle est fondée aujourd'hui sur la fraude électorale, [illegible] représentants, qui sont le produit de ces fraudes, ouvrent de leur absolution [illegible] représentants payés du crédit mobilier. Rien de plus naturel. Qui se ressemble s'assemble et s'entend, mais adore ce qui le soutient.

Tout fait craquer, la [illegible] comme la vertu. La fraude même finit plus vite heureusement). Les républicains commencent bien que ces expédients électoraux, mêlés inutilement par la loi, ne peuvent avoir d'effet que pour les élections d'Etat et les élections congressionnelles. C'est beaucoup, mais ce n'est pas assez et il faut avoir le président, c'est à dire il faut retourner aussi l'élection présidentielle. Or les électeurs du Président ne sont pas élus par districts, mais par la majorité des voix dans chaque Etat. Ce qui est bien différent. Le danger est donc d'avoir un président démocrate quand les deux chambres du Congrès seraient en majorité républicaines. Ce président ne pourrait-il pas dénoncer les chambres et en appeler au peuple? Oui, sans doute, et cela est fort à craindre. Il faut donc obvier à ce danger de toute nécessité. C'est pour cela, sans doute, que le Sénat des Etats-Unis a confié à un comité le soin d'élaborer cette matière, avec pouvoir de siéger pendant l'ajournement du Congrès, et c'est le sénateur Morton qui a été choisi président de ce comité. Proposer un amendement à la Constitution des Etats-Unis pour un nouveau mode d'élection présidentielle est chose fort simple, et nous ne doutons pas que Morton ne s'acquitte de cette tâche à la satisfaction de son parti. Que cela soit fait, voté et adopté par les électeurs des Etats-Unis on par les trois quarts des Législatures d'Etat, et voilà le peuple américain enchaîné pour long-temps au joug du parti de la fraude, des abus et du monopole.

Cette situation a paru si anormale à une société allemande de radicaux dont le quartier-général est à New-York, qu'elle vient de convoquer une convention pour composer la plateforme d'un nouveau parti qui porterait le nom de "Démocratie Radicale," dans le but d'abolir la présidence des Etats-Unis et de rendre au peuple toute sa souveraineté. Le pays serait alors gouverné par la majorité vraie, celle des travailleurs, car les travailleurs sont en immense majorité aux Etats-Unis où jusqu'à présent, en politique du moins, ils ont compté pour peu de chose, quand en réalité ils font tout et sont tout pour le pays. Suivant le programme du nouveau parti, il n'y aurait qu'une souveraineté sans division avec le pouvoir, législatif, judiciaire ou exécutif. La souveraineté serait exercée par une chambre qui dépendrait toujours du peuple; elle serait composée d'agents responsables qui, pour l'exécution de leurs lois, choisiraient un comité toujours dépendant. Dans cette combinaison, le Président est inutile, car le peuple lui-même exercerait son veto en rappelant les agents méconnants.

Cela sent furieusement le socialisme ou la communisme, et nous n'en parlons que pour montrer à quels dangers le parti républicain avec son omnipotence oppressive, expose le pays. Nulle société n'oserait afficher de telles idées en un temps où le règne des lois serait égal pour tous et où les libertés constitutionnelles seraient respectées. Le communisme, après tout, est déjà au milieu de nous. Le régime de Morton nous a enlevé les trois-quarts de ce que nous avions; il est fort probable qu'il nous enlèvera le reste, et ce régime est le pire de tous, car il ne nous laisse pas même le moyen de le combattre.

RÉPONSE DE LA VIRGINIE A LA LOUISIANE.

Nous avons déjà annoncé que le gouverneur Leslie, du Kentucky, avait envoyé à la Législature de cet Etat un message dans lequel, après avoir exposé les événements accomplis en Louisiane, il recommande à l'Assemblée de protester contre l'intervention de l'autorité fédérale et de charger les représentants et les sénateurs du Kentucky de soutenir dans le Congrès l'appel de la population louisianaise. La législature du Kentucky n'a pas encore statué sur les conclusions de ce message, mais en Virginie, l'adresse du gouverneur, McEnery a déjà reçu une réponse aussi énergique que prompte.

Dans la séance du 2 avril, la législature a adopté, par 25 voix contre 9, les résolutions suivantes, précédées d'un préambule explicatif:

Résolu que cette assemblée se joint cordialement avec l'appel que fait maintenant le peuple de la Louisiane au Président pour qu'il convoque une session extraordinaire du Congrès, afin que ce corps puisse adopter les mesures légales nécessaires pour donner à ce peuple un gouvernement juste, libre et républicain.

Résolu que, conséquemment au désir exprimé dans la dite communication pour que le dit appel soit porté à la connaissance du peuple de la Virginie, mille exemplaires de la communication, de l'adresse et de ces résolutions soient imprimés, et distribués par les membres de l'Assemblée générale et que le gouverneur Walker soit chargé de transmettre une copie de ces résolutions au gouverneur McEnery de la Louisiane.

ALE—ALE.—Tous les amateurs connaissent la marque de Wm. Younger & Co pour le Pale Ale d'Ecosse, dont le goût est si agréable. M. T. B. Brulatour, agent de cette maison, rue Royale 116, 118 et 120, en a à vendre une grande consignation venue par le Mincoota, de Liverpool.

WHISKY—WHISKY.—MM. Fairchild & Bingham, rue des Magasins 91 et 93, annoncent qu'ils ont à vendre des whiskies de diverses marques, en lots à la convenance des acheteurs.

PAPIER FIN A INITIALES.—MM. Kain & Co., successeurs de A. Eyrich, rue du Canal, 120, ont à vendre, à des prix excessivement modérés, des boîtes de papier fin à initiales avec un bijou dans chaque boîte. On peut avoir pour $1 00 deux cahiers de beau papier avec une de ces boîtes recelant un joli cachet à l'usage des jeunes filles qui en feront leurs délices. La maison Kain, qui a imaginé la combinaison de ces élégants articles peut les envoyer par la poste à la condition d'en recevoir le prix d'avance.

$37,585 de lots seront distribués par l'Association de la Loterie de la Foire d'Etat de la Louisiane, le 30 avril courant. Le nombre des billets émis est limité. Pour les billets, s'adresser au bureau central, rue du Canal, No 107, magasins de Grover & Baker.

Assessement Nos 129, 130 et 131. Voyez la colonne des notices spéciales. Mort de J. Schindler, T. Grue et W. T. Perry—payable au bureau de la MUTUAL AID AND BENEVOLENT ASSOCIATION, (Association d'assurance sur la vie et d'assistance et de bienfaisance mutuelle), rue du Camp, No 19. Montant payé depuis l'organisation, en août 1868, $216,850.

$5000 EN OR.—Cinquante cents peuvent gagner $5,000 en or le 30 avril courant, au grand tirage de la Loterie de la Foire d'Etat de la Louisiane. Bureau central, pour la vente des billets, 107 rue du Canal aux magasins de Grover & Baker.

☞ Nous prenons plaisir à appeler l'attention de nos lecteurs sur l'annonce des HOME STOMACH BITTERS. La vente rapide [illegible] leurs [illegible] de médecine bien connues [illegible] de notre pays, toute recommandation [illegible] du public. Qu'on en [illegible] l'essai, et si l'on [illegible] leur composition en [illegible] connaître à l'examen [illegible] de la famille. Les Home Stomach Bitters ne [illegible] pas l'analyse.

$5,000 EN OR.—Encore Conrad, pour la vente des billets de la Loterie de la Foire d'Etat de la Louisiane, 107 rue du Canal, magasins de Grover & Baker; $37,585 de lots; un gros lot de $5,000 en or. Billets à 50 cents et chacun d'eux peuvent avoir droit d'un lot à la [illegible]

SÉANCE DU CONSEIL DE VILLE.—Le Conseil municipal s'est réuni hier soir, lundi, sous la présidence du maire Wiltz. Tous les membres des administrateurs, sans exception, [illegible]

Le rapport du bureau de santé, qui contient [illegible] pour la semaine finissant le 5 courant. Un frais de $1,000 a été fait pour [illegible] de nouveaux puits à [illegible] ont été complétés. Un [illegible] et Rampart, et l'autre au pont de la rue Esplanade.

Le rapport de l'administrateur des édifices publics est approuvé.

Le rapport de l'administrateur du département de la [illegible] présente également son rapport du mois de mars.

Les frais d'entretien pour les maisons de Refuge, pour le mois de Février de la ville, pour les [illegible] et pour les places publiques, s'élèvent à $[illegible]

Le rapport de l'administrateur des finances, considérations, est [illegible] différents.

M. Schneider, administrateur du département des finances, présente à son tour son rapport du mois de mars, qui renferme un état de [illegible] de la ville. Les [illegible] montent à $[illegible] 98.

L'administrateur des finances [illegible] quant un tableau des taxes qui sont dues depuis 1860 jusqu'à 1871 et qui n'ont pas été payées.

Le montant des taxes dues chaque année, est comme suit:

De 1860 à 1869, $[illegible]
$[illegible] 77; de 1864 à 1865, $[illegible]
en 1866, $[illegible]; en 1867, $[illegible]
en 1871, $77,365.25.

Le montant total des taxes arriérées dues jusqu'à ce jour, est de $[illegible]

M. Cannon, administrateur des comptes publics, présente son rapport de la semaine comprenant plusieurs règlements de comptes qui sont approuvés.

Après quelques débats insignifiants, le maire, comme président du comité spécial des administrateurs, présente le rapport du Conseil relativement aux pétitions entendues.

La pétition de certains propriétaires et francs-tenanciers du Troisième District, se plaignant du voisinage d'une distillerie située rue St-Ferdinand, entre les rues Charres et Levée, [illegible] de l'administrateur du département du commerce et à l'administrateur du département des améliorations est rejetée à l'unanimité.

La pétition de certains propriétaires et francs-tenanciers du Troisième District, se plaignant du voisinage d'une distillerie située rue St-Ferdinand, entre les rues Charres et Levée, [illegible] de l'administrateur du département du commerce et à l'administrateur du département des améliorations est rejetée par celui-ci.

Une pétition du docteur J. B. Cooper, médecin de la ville, qui s'efforce de démontrer au Conseil la nécessité d'établir une maison de charité pour les pauvres de la ville, est référée à l'administrateur du département des finances.

Une pétition de M. Chas. O'Connor, régulateur du département des pompes à incendie, demandant au maire et au Conseil municipal de prendre des mesures pour empêcher ceux qui demeurent près de la rue Bienville d'entendre le nouveau bruit d'observer la voie, en déposant du bois de corde et des briques au bord de l'eau, est référée à l'administrateur du département des [illegible]

Le Conseil s'ajourne.

LA PIÈCE

M. Challemel-Lacour, dit la *Gazette de France*, réclamant qu'on lui montrât la pièce pour convaincre de la [illegible] terrible qu'il avait dénoncée dans [illegible] M. Pelletan n'est permis que de [illegible] mot qu'il voudrait bien aujourd'hui n'a voir jamais dit; on lui présente la pièce; [illegible] confrontation, il reproche [illegible] lèvent des contestations; tout [illegible] est inabordable.

Voilà le passage de la lettre de M. Pelletan à Jaquet: M. de Kerdrel faisait récemment allusion...

Quelle ligne de conduite le parti républicain doit-il tenir à l'égard de M. Thiers? Le *Journal des Débats* soutient énergiquement la droite de l'Assemblée, mais au même temps maintenait sa liberté de contrôle.

Je ne fais que jeter ma pensée au courant de la plume, j'espère en faire jaillir pour voir le développer dans votre journal. Permettez-moi, en attendant, de vous rappeler un souvenir.

Un ouvrier atteignait violemment le candidature de M. Thiers devant une réunion électorale du faubourg Saint-Honoré.

"Non, dit-il, Isabelle, esprit sou volage, c'est un cheval de retour que nous pensons pour monter à cô...

"C'est ouvrier avait raison: montons la côte d'abord, et nous aviserons ensuite au meilleur mode d'atteler.

"EUG. PELLETAN.

"26 novembre 1872."

Un arrêté du souverain de Paris vient d'interdire la publication du journal l'*Assemblée nationale*. Le Temps dit que cet arrêté vise les numéros [illegible] 15 mars, "lesquels contiennent des articles de nature à tromper l'opinion publique et à nuire au succès des négociations entamées," il s'agit du [illegible] l'*Assemblée nationale* et d'après lequel M. de Bismark serait atteint de folie. Cette allégation, vivement combattue par le *Journal des Débats*, a été jugée [illegible] opportune par notre gouvernement, qui reconnaît en l'empereur Guillaume annonçait l'évacuation anticipée de notre territoire.

Deux autres feuilles monarchiques, le *Paris-Journal* et l'*Espérance nationale*, sont exclus du bénéfice de la vente sur la voie publique.

— Un curieux rapprochement de chiffres donné par le *Paris-Journal*:

Il faut reconnaître que M. Thiers n'est pas un prestidigiteur. Son dernier Message a été lu le 13 novembre.

La commission actuelle, destinée à remplacer la commission Rivet, a été votée hier, 13 mars, après une discussion qui a duré 13 jours.

Les finances auraient réalisé le vote au lendemain.

UNE CONFIDENCE DU GRAND MONDE.—Le chroniqueur de la *Patrie* raconte ce qui suit:

Or, voici ce qui m'a été conté: Une femme du monde, douée d'une rare intelligence et dont les livres [illegible] l'entretiennent, venait l'autre dimanche [illegible] l'homme qu'elle avait aimé..... autant [illegible] qu'elle pouvait. Le [illegible] rapprocher dans l'intention où cet homme, qui l'avait [illegible] de grandes idées et dont l'avenir se dessinait à l'horizon, lumineux et envié, s'était condamné [illegible] à [illegible] à son pays, [illegible] sont [illegible] part.

En revanche, elle était adorée en secret, timidement, religieusement, par quelque autre encore, par un [illegible] qui s'était [illegible] un blanc [illegible] un malade, qui [illegible] POMMADE du Docteur [illegible] Comme [illegible] espérait peu et ne demandait rien. Pourtant [illegible] abandonna [illegible] [illegible] jamais de guérir son [illegible] [illegible] de guérir le physique.

Pourquoi ce soir-là [illegible] le jeune homme à [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] docteur, sujet philosophe d'ailleurs, [illegible] voyait un danger que [illegible] [illegible] [illegible] [illegible]